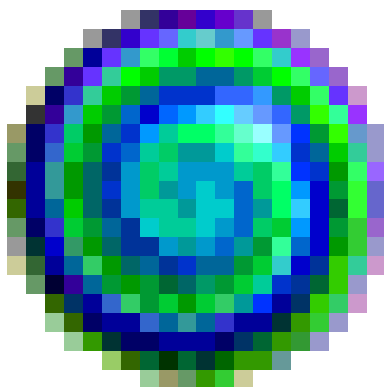


<http://clg-antoine-meillet-chateameillant.tice.ac-orleans-tours.fr/eva/spip.php?article2108>



Crise de la démocratie ? EC 3° /4°.

- Disciplines - HistoireGéographie -



Publication date: dimanche 2 octobre 2011

Copyright © COLLEGE ANTOINE MEILLET - Tous droits réservés

Deux idées guident P. Rosanvallon lorsqu'il parle de la crise de la démocratie : celle de "décentrement" de la démocratie et celle d'une "égalité" qu'il faut repenser pour vivre ensemble.

Point de départ de son argumentation : la définition traditionnelle de la démocratie héritée des révolutions américaine et française du XVIII^e : un régime politique où tous les citoyens peuvent élire leurs représentants pour gouverner le pays.

Les révolutionnaires pensaient donc la démocratie en terme d'institutions dont la légitimité reposait sur deux piliers : le suffrage universel -expression de la volonté du peuple souverain- et le service public, représentant de l'intérêt général, intégrant censé dépasser l'intérêt de la majorité au pouvoir.

Aujourd'hui, ces piliers sont fragilisés voire contestés par de nouvelles demandes citoyennes qui n'identifient plus l'Etat et le service public à l'intérêt général. C'est cette mutation qui constitue l'idée de "décentrement de la démocratie".

L'auteur pose trois évolutions.

La première touche les modalités de l'activité citoyenne. S'il est toujours élécteur -fonction première et essentielle-, le citoyen se "fait aujourd'hui surveillant, juge, critique" dans une attitude de "citoyenneté permanente". (Nos sociétés plus éduquées sont plus exigeantes quant au contenu du discours politique surtout avec l'accès direct à l'information -instantané- avec l'Internet, les réseaux sociaux, les blogs...).

La deuxième évolution du "décentrement de la démocratie" est institutionnel : c'est celui d'une redéfinition de ce qu'est une institution démocratique. Si l'élection reste le moteur de la légitimité, de nouvelles institutions "plus vigilantes" ont vu le jour "dans une logique historique" c'est-à-dire sans construction cohérente, sans théorisation mais pour répondre à un besoin. C'est le cas des différentes "hautes autorités" et autres "autorités indépendantes" comme la CNIL en 1978 (apparition de la problématique informatique et liberté) ou le CSA... Ces autorités sont souvent plus coûteuses et mieux considérées que les institutions traditionnelles.

La troisième dimension du "décentrement" de la démocratie est celle "d'une exigence en terme de type de gouvernement". Le citoyen est en attente de voir "des conduites démocratiques" en plus du bon fonctionnement des institutions. Le bon fonctionnement de la société demande certes des institutions solides mais aussi des gouvernants qui aient "un comportement considéré comme attentif à la société". Le citoyen veut être "reconnu, écouté, que l'on porte attention à ses problèmes, il souhaite être reconnu comme unique". Et P. Rosanvallon d'alerter sur des dérives possibles : "transformer le gouvernement représentatif en une politique de la présence" avec un traitement médiatique propice à toutes les manipulations...

Finalement, si crise de la démocratie il y a, ce n'est pas le type de régime et la forme du gouvernement qui sont en cause -le suffrage universel confère une légitimité indiscutable- mais la forme de société.

Car la démocratie, c'est aussi "une forme de société, une organisation de gens qui ne se ressemblent pas". La démocratie est donc une société politique c'est-à-dire une société qui doit gérer et organiser du différent, du conflictuel". Or, "la grande tendance du monde contemporain est de multiplier les processus par lesquels les gens qui se ressemblent vivent de plus en plus ensemble en excluant ceux qui ne leur ressemblent pas". La citoyenneté sociale régresse. (Pensons à la juxtaposition de quartiers identifiés par des critères comme le niveau de vie, l'âge, la/les cultures ; mais aussi les lotissements sécurisés qui privatisent l'espace public...).

Il convient donc "de repenser la société pour lutter contre son délitement", de "refaire société" en repensant l'idée d'égalité conçue non "comme une identité sur tous les points ni une homogénéité qui se fonde sur des idées nationalistes et xénophobes" mais en réinventant l'Etat-providence, celui qui "réduit les inégalités économiques et protège l'individu contre les aléas de l'existence". Afin qu'il y ait cohérence entre le régime démocratique et la société démocratique.

Vous pouvez retrouver l'intégralité de cet entretien sur :

http://www.dailymotion.com/video/x75iys_entretien-avec-pierre-rosanvallon-1_news

et l'entretien dans TÃ©lÃ©rama n° 3218.